

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Dans Siné-hebdo no 4

**<i>« La vie, la santé, l'amour
sont précaires, pourquoi le
travail ne le serait-il pas ? »</i>
Laurence Parisot**

- « Au boulot », la chronique de Gérard Filoche dans « Siné-hebdo » -
Date de mise en ligne : dimanche 7 décembre 2008

Démocratie & Socialisme

La précarité, c'est avec les pieds que la droite et le Medef la font rentrer dans le code du travail. Jamais ils n'en font assez. Périodes d'essai allongées à 8 mois, CDD de 36 mois (18 mois fermes et 18 mois variables), sous-traitance et portage salarial facilités, rupture individualisée des contrats, dérogations à la durée légale de 35 h, dérégulation des majorations des heures supplémentaires, ils ont rongé systématiquement les fondements juridiques du contrat de travail pour mieux « baisser le coût du travail ». (Le travail, pourtant ce n'est pas un coût, c'est une richesse, ce qui coûte cher, c'est le capital pas le travail NDR).

Leur but est de substituer au droit collectif du travail bâti depuis un siècle - un « carcan » selon le Medef - le retour à un droit individuel, des contrats de gré à gré, de loueurs de bras, sans garanties collectives : on vous prend, on vous jette, on ne paie que l'acte productif.

Le CDD, l'intérim et le temps partiel rongent les vies et font 7 millions de travailleurs pauvres. Ceux qui se logent dans des caravanes et mangent des pâtes à partir du 10 du mois. Ceux qui remplissent les fast-food : on y fait 24 h et on est payés 20 h, on a aucun avenir, on ne peut pas défendre ses droits sans être mis à la porte, on se brûle les mains avec les éclaboussures d'huile, on dérape sur les sols glissants, on est malléables et corvéables à merci.

Ceux qui font les soins aux personnes et qui « courent après les heures » hésitant entre le chèque-emploi-service « déclaré », et le même boulot « dissimulé » sans cotisation pour la retraite et la maladie, mais avec l'illusion d'un peu de plus de « net », tout de suite, pour survivre. Là, on fait des ménages, ailleurs on fait la plonge au fond du resto, on se soumet à l'artisan du bâtiment en retard sur ses délais, on fait des « enquêtes pour des sondages », on fait les cueillettes accroupi dans les champs, on remplace à n'importe quelle heure un absent dans un centre d'appel...

Ah, les centres d'appel ! Des milliers de salariés stressés, espionnés, chronométrés, pour faire des stupides appels commerciaux sans fin. Il faut placer des « compléments » retraites à des gens qui n'ont pas de sous. Il faut proposer des « complémentaires santé » à des gens qui n'en ont pas. Il faut vendre des nouvelles formules d'abonnements téléphone couplés internet et télé à des gens qui ont déjà été escroqués dix fois par des formules identiques. Jamais assez de précarité, là non plus.

« - C'est ma branche, les centres d'appel, mais je veux avoir des souplesses, clame Sophie de Menthon, car j'ai des marchés, des besoins à court terme pour une campagne de publicité ou une promotion, le code ne me le permet pas malheureusement pas ». Alors Sophie de Menthon, est désolée par les trop grandes limites qui existent pour embaucher et débaucher des salariés jetables... Elle se vante donc de transférer ses centres en Tunisie... Chantage ordinaire, ignoble. « Que voulez-vous, impossible de faire autrement » commente-t-elle dans un débat à Marseille applaudie par un parterre de patrons du Medef le 5 septembre.

Assurément : là-bas en Tunisie, dictature, pas de droit syndical, on peut les faire travailler quatre fois plus et les payer quatre fois moins, les précaires de là-bas. Pourquoi le travail ne serait pas pareil en France qu'en Tunisie ? Sophie de Menthon proche de Laurence Parisot, dirige un club patronal qui s'appelle « Ethic » ! Jamais ils n'en font assez.

Gérard Filoche